

Raphaël Doridant & François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*, Marseille, Agone, 2020, 513 p.

Timothée Brunet-Lefèvre

---

Citer cet article : Brunet-Lefèvre Timothée (2021), « Raphaël Doridant & François Graner (2020) - *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda* », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crbunetlefevre>

Mise en ligne : 1<sup>er</sup> novembre 2021

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e572>

---

C'est un livre important que nous proposent Raphaël Doridant et François Graner. Dans cet ouvrage rigoureux, les deux membres de l'association « Survie », connus pour de précédentes enquêtes sur le génocide des Tutsi<sup>1</sup>, reviennent sur l'implication de la France dans ce génocide. Leur réflexion s'inscrit sur la longue durée et retrace l'avant, le pendant et l'après des massacres du printemps 1994. Ils décrivent ainsi comment la France a progressivement soutenu une dictature raciste puis un État génocidaire, avant de s'interroger sur la persistance d'un déni au cœur de l'État français à la suite du génocide. Ce dernier aspect paraît d'autant plus pertinent après la récente publication de deux rapports – celui de la commission Duclert en France et celui du cabinet d'avocats américain Levy Firestone Muse au Rwanda<sup>2</sup> – qui mettent en cause la responsabilité de l'État français dans le génocide des Tutsi.

## Le Rwanda, membre de la famille franco-africaine

Les auteurs se penchent dans un premier temps sur l'engagement de la France auprès de l'ancienne colonie belge, considérée comme un point d'ancrage pour la zone d'influence française face à ses rivaux anglophones. Cet engagement s'est poursuivi en dépit des massacres de Tutsi qui marquent la « Révolution sociale » de 1957 à 1962 et le mandat du président Grégoire Kayibanda<sup>3</sup>. Le soutien de la France à ce nouvel allié ne tarit pas dans les

---

<sup>1</sup> Doridant Raphaël et Thimonier Olivier (2009), *La complicité de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda*, Paris, L'Harmattan ; Graner François (2014), *Le Sabre et la machette. Officiers français et génocide des Tutsi*, Mons, Éditions Tribord.

<sup>2</sup> Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (2021), *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994)*. Paris, Armand Colin ; Levy Firestone Muse (2021), *A foreseeable genocide. The role of the French government in connection with the genocide against the Tutsi in Rwanda*, Republic of Rwanda, 19 avril 2021. En ligne, consulté le 21 avril 2021. URL : [https://www.gov.rw/fileadmin/user\\_upload/gov\\_user\\_upload/2021.04.19\\_MUSE\\_REPORT.pdf](https://www.gov.rw/fileadmin/user_upload/gov_user_upload/2021.04.19_MUSE_REPORT.pdf)

<sup>3</sup> Président de la première République Rwandaise de 1961 à 1973, Grégoire Kayibanda est un des instigateurs de la « Révolution sociale », conduite par les mouvements hutu, qui abolit la monarchie et émancipe le pays de la tutelle belge. Cette période est



décennies suivantes. À la suite de l'assaut du Front Patriotique Rwandais<sup>4</sup>, en octobre 1990, Paris apporte immédiatement son aide au président Juvénal Habyarimana<sup>5</sup>. L'opération Noroît dépasse très vite son cadre d'origine, alors que l'état-major français s'imbrique dans la chaîne de commandement des Forces Armées Rwandaises (FAR). De nombreuses pages détaillent ce soutien décisif dans la lutte contre le FPR, à l'image du Détachement d'assistance militaire et d'instruction (Dami) Panda qui participe à « la formation et au recyclage des FAR » (p. 65) pendant près de trois ans. Jusqu'à la signature des Accords de paix d'Arusha en août 1993, des soldats français entraînent militaires et miliciens rwandais alors même que la persécution des Tutsi bat son plein.

Cet engrenage s'explique par la compréhension qu'avaient les acteurs politiques et militaires français du Rwanda. À l'appui des notes qui circulent entre l'Élysée et la direction des armées, les auteurs décrivent le cadre de représentation des responsables français, aligné sur la grille de lecture raciste revendiquée par les extrémistes hutu. À cette obsession ethniciste, qui assimile les Tutsi à des envahisseurs étrangers, s'ajoute le fantasme d'une menace anglophone : en février 1991, l'amiral Jacques Lanxade, chef de l'état-major particulier du président de la République, met en garde l'Élysée d'une « offensive ougando-tutsi » (p. 41), vocable révélateur de l'amalgame fait entre les forces du FPR, les Tutsi rwandais et le monde anglo-saxon. Cette obstination contraste avec le silence qui entoure les massacres de Tutsi. Malgré les alertes récurrentes de la DGSE et de l'attaché de Défense, l'Élysée n'infléchit pas sa position et défend les intérêts des extrémistes hutu lors des pourparlers d'Arusha. Cet ouvrage donne à lire cet enlèvement de l'État français qui a gardé le cap jusqu'au « bord de l'abîme » (p. 106).

## Le génocide et le soutien de la France

Venons-en au cœur du livre qui analyse avec minutie les décisions françaises et leurs répercussions dans le génocide. Les auteurs se penchent dans un premier temps sur l'action de la France aux premiers jours des massacres. L'opération d'évacuation Amaryllis rappelle la proximité des FAR et des militaires français, accueillis comme des alliés. Si les dignitaires du régime bénéficient d'un traitement de faveur, les employés tutsi de la coopération française sont abandonnés face aux tueurs. Des centaines de milliers de Tutsi ont déjà été tués quand la France accueille le ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire, Jean-Bosco Barayagwiza, le 27 avril. Entre soutien tacite et « abstention coupable » (p. 130), la France a laissé le champ libre aux génocidaires.

Une deuxième séquence – qui s'étend de mai à juillet 1994 – fait l'objet d'une analyse remarquable. Plusieurs pages sont consacrées aux conseils restreints de l'Élysée au cours desquels est débattue l'opération Turquoise, dont l'« habillage humanitaire » (p. 159) ne dissimule pas l'objectif militaire. Les auteurs s'attardent sur le décalage ressenti par les soldats français entre les ordres de leur hiérarchie et la réalité du terrain, notamment sur les collines

---

marquée par des massacres de Tutsi, comme à la Toussaint 1959 puis en décembre 1963 dans la préfecture de Gikongoro. Des centaines de milliers de Tutsi et d'opposants fuient le pays jusque dans les années 70.

<sup>4</sup> Le Front Patriotique Rwandais (FPR) est fondé en 1987 en Ouganda. Il est le parti des enfants d'exilés rwandais réclamant leur droit de retour au pays. L'assaut du 1<sup>er</sup> octobre 1990 marque le début de la guerre qui oppose le FPR au régime Habyarimana.

<sup>5</sup> Ministre de la Défense du président Kayibanda, le général Juvénal Habyarimana prend le pouvoir suite au coup d'État du 5 juillet 1973. Il gouverne le pays jusqu'à sa mort lors de l'attentat du 6 avril 1994.

de Bisesero où ils découvrent des milliers de civils tutsi présentés par le colonel Jacques Rosier comme des « infiltrés du FPR » (p.175). La façade de l'opération Turquoise se fissure progressivement, comme en témoigne le rapport de mission du colonel Patrice Sartre qui souligne son « grand échec » et déplore une action humanitaire « inadaptée et insuffisante » (p. 223). La création de la Zone Humanitaire Sûre est tout aussi ambiguë, poursuivent les auteurs. En voulant à tout prix empêcher la victoire du FPR, l'État français a protégé les tueurs dans leur fuite vers le Zaïre. Retenons aussi les contradictions de l'état-major qui, tout en ordonnant aux soldats français de désarmer les groupes tueurs, exige de remobiliser ces mêmes milices pour lutter contre le FPR. Cette « schizophrénie » (p. 203), remarquent Raphaël Doridant et François Graner, caractérise l'action de la France à la fin du génocide; alors que Turquoise sécurise les opérations de sauvetage des victimes, la France continue de livrer des armes au gouvernement intérimaire.

Ce livre ne décrit pas seulement un aveuglement, mais bien un choix politique mené à son terme. D'erreurs d'appréciation en dissimulations, l'État français a soutenu ses alliés malgré le génocide. La fuite du gouvernement intérimaire, approuvée par l'Élysée, témoigne de cette ligne, alors que les livraisons d'armes se sont poursuivies dans les camps de réfugiés tenus par les tueurs.

### **Entre dérives d'une politique d'État et obstacles à la reconnaissance**

Il ne faut pas voir dans cette politique un dysfonctionnement, poursuivent les auteurs, mais plutôt le résultat de la concentration du pouvoir aux mains de l'Élysée. L'absence de contrôle démocratique s'est accompagnée d'une absence de contre-pouvoir, malgré les oppositions internes et externes à l'État. Les auteurs inscrivent l'attitude de la France au Rwanda dans la continuité d'une politique néocoloniale, visant à « maintenir l'Afrique arrimée à la France » (p. 255). Relevons aussi l'influence d'un État-major héritier d'une culture militaire coloniale, marquée par la guerre d'Algérie et la défaite de Diên Biên Phu, pour qui maintenir le cap au Rwanda était aussi une affaire d'honneur.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux obstacles à la reconnaissance du rôle de la France au Rwanda, notamment dans l'arène judiciaire. Sont rappelés les efforts de la représentation française à l'ONU pour limiter la compétence du Tribunal pénal international pour le Rwanda, ainsi que le refus d'extrader les présumés génocidaires réfugiés sur son sol. Des enquêtes controversées, comme celle du juge Bruguière sur l'attentat du 6 avril 1994, font l'objet d'importants rappels.

Enfin, les auteurs se penchent sur la persistance du déni dans le discours de certains responsables de l'époque, basculant parfois dans le négationnisme. Cette dernière partie déconstruit avec justesse ces récits fondés sur un « renversement de l'accusation » (p. 364), visant à diluer l'extermination des Tutsi dans un « double génocide » pour renvoyer dos à dos victimes et responsables, et ainsi justifier l'action de la France au Rwanda.

On l'aura compris, cet ouvrage représente une somme ambitieuse du rôle de la France dans le génocide de 1994. Un an après sa parution, il garde toute son actualité et enrichit les conclusions des rapports français et rwandais. À l'heure d'une nette ouverture du champ

médiatique, L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda constitue une pierre de touche pour la recherche comme pour le débat public.

*Timothée Brunet-Lefèvre  
Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron,  
École des Hautes Études en Sciences Sociales (France)*

## **Bibliographie**

COMMISSION DE RECHERCHE SUR LES ARCHIVES FRANÇAISES RELATIVES AU RWANDA ET AU GÉNOCIDE DES TUTSI (2021), *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994)*. Paris, Armand Colin.

LEVY FIRESTONE Muse (2021), *A foreseeable genocide. The role of the French government in connection with the genocide against the Tutsi in Rwanda*, Republic of Rwanda, 19 avril 2021. En ligne, consulté le 21 avril 2021. URL : [https://www.gov.rw/fileadmin/user\\_upload/gov\\_user\\_upload/2021.04.19\\_MUSE\\_REPORT.pdf](https://www.gov.rw/fileadmin/user_upload/gov_user_upload/2021.04.19_MUSE_REPORT.pdf)